

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 26 AVRIL 1874.

Les optimistes de la bourgeoisie républicaine.

Le parti républicain bourgeois, en France, a entrepris de travailler à l'instruction populaire en répandant par milliers de petites brochures à bon marché où sont exposées les notions élémentaires des sciences. Cette publication s'appelle l'*École mutuelle*. Les brochures de l'*École mutuelle* se trouvant entre les mains de beaucoup d'ouvriers, nous croyons utile de dire notre opinion à leur égard; elle peut se résumer en ces mots: Il y a à prendre et à laisser dans ces brochures; mais il y a plus à laisser qu'à prendre.

Un exemple va montrer dans quel esprit se fait cette propagande soi-disant purement scientifique, et quelle est la manière dont les collaborateurs de l'*École mutuelle* envisagent la question sociale. Nous extrayons de l'une de ces brochures, *Inventions et Découvertes*, quelques passages qui sont précisément relatifs à la grande question du travail :

« L'antiquité n'avait d'autres moteurs que l'esclave, le bœuf, l'âne ou le cheval... Ainsi, les moulins étaient à bras; chaque ménage avait le sien, qu'un âne ou des esclaves faisaient tourner; ou bien ce travail humiliant et pénible devenait la tâche des prisonniers de guerre et des citoyens dégradés...

« A quoi tient cette infériorité vraiment étrange des nations anciennes dans le travail industriel, lorsqu'on la compare à l'essor prodigieux que prirent les beaux-arts en Grèce et à Rome? Elle tient surtout à ce que les sociétés antiques avaient pour base l'esclavage. Le travail manuel, considéré comme une déchéance et nécessairement méprisé, ne pouvait perfectionner ses procédés. Les plus célèbres philosophes partageaient à cet égard les préjugés de leurs conci-

toyens. Aristote justifiait la servitude au sein des républiques grecques en disant : « *L'esclavage ne sera aboli que le jour où le fuseau et la navette marcheront tout seuls.* »

L'auteur raconte ensuite la découverte de la machine à vapeur et fait l'énumération de ses diverses applications à l'industrie. Puis il conclut ainsi :

« Si nous faisons un retour vers le passé, si nous cherchons le réservoir des forces industrielles, alors qu'on ne connaissait d'autre moteur que l'homme, nous nous heurtons à l'esclavage. L'antiquité emmagasinait sa force humaine dans des bouges infects, sur la porte desquels on lisait : *Marché aux esclaves*. La civilisation a détruit les murs de ces repaires; elle a installé triomphalement la machine à vapeur; et sur la porte de l'usine le génie de la science moderne a écrit ces mots : *Ici on loue de la force*. Ainsi Denis Papin et ses émules ont relevé le défi d'Aristote, l'esclavage n'a plus sa raison d'être, le fuseau et la navette peuvent marcher seuls ! »

Voilà donc une glorification de la société moderne, glorification sans réserves, sans ombre au tableau. La machine à vapeur marche, cela suffit; il n'y a plus d'esclaves dans le sens antique du mot, cela suffit. Et on conclut qu'aujourd'hui, grâce au moteur à vapeur, le travailleur est émancipé et n'a plus de vœux à former pour son bonheur.

Cet écrivain qui voit tout en rose ne se demande pas *au profit de qui* travaillent les machines à vapeur; et si quelqu'un s'avisait de lui poser cette question, il répondrait certainement, dans sa candeur d'économiste radical, *qu'elles travaillent au profit de tout le monde*.

Il nous dépeint ces « bouges infects » de l'antiquité où elle « emmagasinait sa force humaine, et sur la porte desquels on lisait : *Marché aux esclaves*. » N'avons-nous pas le droit, comme

pendant à ce sombre tableau, d'attirer les regards de notre optimiste sur ces « bouges infects » où l'industrie moderne emmagasine sa force humaine, et sur la porte desquels elle écrit *Fabriques*. Est-ce que l'ouvrier moderne est un homme libre, travaillant pour lui-même, et faisant agir à son profit les moteurs mécaniques qui accroissent la production ? est-ce qu'il ne doit pas vendre sa force en échange d'un salaire qui n'en représente pas la valeur réelle, tout comme l'esclave donnait sa force à son maître en échange de la nourriture et du logement ? Et si nous commençons à rappeler les misères, les souffrances physiques et morales, la dégradation, la tyrannie, l'exploitation souvent féroce dont le régime des fabriques nous offre le lamentable spectacle, pense-t-on que cette description ne pût pas soutenir le parallèle avec ce que nous savons de la servitude d'autrefois ? Les ouvrières victimes de la lubricité des contre-maîtres sont-elles moins malheureuses que les femmes esclaves dont les fils de famille faisaient leurs concubines ? et ces enfants qu'on obligeait à travailler quinze heures par jour auprès des machines mues à la vapeur, qui succombaient à la fatigue et que le fouet des surveillants devait tenir éveillés, est-ce à Rome ou dans les fabriques anglaises que l'histoire de l'industrie nous les montre ?

Voici un échantillon, entre mille, de la manière dont sont traités les travailleurs manuels dans le siècle de la vapeur, dans le siècle où il n'y a plus d'esclaves. Il y a quelques années, le Parlement anglais fit faire une enquête sur la situation des ouvriers des mines et des manufactures.

« Il ressortit de cette enquête que des enfants de cinq, six ou sept ans ne sortaient presque jamais de dessous terre. Ceux des manufactures se blottissaient la nuit dans les balles de coton et dormaient au milieu de cette chaleur suffocante. A chaque instant, on les battait, on les renversait, on les poussait à terre à coups de pied. Souvent on les prenait par les oreilles, on leur frappait la tête contre les murs. On découvrit que des maîtres avaient brisé les bras à des apprentis et qu'ils les faisaient travailler sans les leur faire remettre.

» Quelques-uns de ces monstres les frappaient avec une règle plate à laquelle ils ajustaient un clou, qui s'enfonçait dans la chair à chaque coup.

» D'autres avaient fait construire des boîtes de fer-blanc, dans lesquelles ils les plaçaient. Ces boîtes étaient si étroites que, quand ils s'affaissaient sur leurs petites jambes, ils ne pouvaient le faire que jusque sous leurs bras, et leurs petites mains tendues au dehors continuaient à se mouvoir et à gagner quelques farthings à des hommes qui étaient plusieurs fois millionnaires.

» Et les femmes, quelle était la position de ces malheureuses ?

» La main tremble pour décrire le genre de supplice qu'on leur faisait subir. Et d'abord, on leur appliquait les mêmes règlements qu'aux enfants. Dans leur déposition devant la commission

d'enquête, elles disaient : « Nous ressentons une fatigue de mort, qui s'annonce par des malades de tout genre, mais surtout par des enflures aux jambes. » Elles se tenaient debout de six heures du matin à huit heures du soir. Un fait bien autrement monstrueux, c'est qu'on les faisait travailler avec des hommes nus, complètement nus. Elles-mêmes n'étaient recouvertes qu'à partir de la ceinture jusqu'aux genoux. Voilà quelle était la conduite de nos chrétiens modernes, de nos grands partisans de l'ordre, de la morale et de la famille (1). »

Et s'il a été mis un terme à ces horreurs, la machine à vapeur y est-elle pour quelque chose ? Non ; la répression partielle des abus qui déshonoraient l'industrie anglaise a été l'œuvre des sociétés de résistance formées par les ouvriers anglais, qui ont lutté avec une énergie et une persévérance sans pareilles et ont forcé leurs exploiters à modifier les conditions du travail et à se montrer plus humains.

L'optimisme de l'écrivain de l'*Ecole mutuelle*, qui chante les merveilles de l'industrie moderne et ferme volontairement les yeux sur les misères des travailleurs, n'a rien d'étonnant pour nous : c'est la doctrine officielle du parti républicain bourgeois. M. Gambetta n'a-t-il pas dit dans un discours célèbre : *La question sociale n'existe pas !* — Aussi, notre écrivain écrit-il sans sourciller, dans un autre endroit de sa brochure : « L'histoire des classes ouvrières jusqu'en 1789 est l'histoire de la servitude ; » ce qui signifie que depuis 1789 les classes ouvrières sont émancipées !

Mais les économistes et politiques bourgeois ont beau chercher à embrouiller la question et à donner le change au peuple ; les ouvriers savent que la machine, lorsqu'elle travaille au profit du capitaliste, n'est qu'un nouvel instrument d'esclavage ; ils savent que pour qu'ils soient vraiment libres, il faut que les machines deviennent la propriété des travailleurs, afin qu'elles produisent au profit de tous, et non plus d'une minorité privilégiée. Ils savent enfin que, bien que la science officielle soit dans le camp des exploiters, ce ne sont pas ses doctrines égoïstes qui prévaudront sur les aspirations populaires ; et puisque le plus grand génie de l'antiquité, Aristote, s'est trompé lorsqu'il a affirmé l'éternité de l'esclavage, à plus forte raison M. Gambetta (pardon du rapprochement), niant la question sociale, mérite-t-il le même degré de confiance que son compère le malin M. Thiers niant à la tribune, il y a trente ans, la possibilité des chemins de fer.

(1) Nadaud, *Histoire des classes ouvrières en Angleterre*.

Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

Le Congrès régional des Sections belges de l'Internationale a eu lieu les 5 et 6 avril à Beaume, dans le Centre-Hainaut. Les Fédérations de Bruxelles, de Liège, de la vallée de la Vesdre, d'Anvers, du Centre, de Gand, et du bassin de Charleroi y étaient représentées, ainsi qu'une dizaine de Sections locales.

Le Congrès ne s'est guère occupé que de questions administratives. Il y a été question aussi d'une organisation plus sérieuse des grèves; et le Congrès a voté à l'unanimité que dorénavant toute grève jugée nécessaire serait organisée, et que toutes les fédérations belges y prendront part.

Deux villes se disputaient l'honneur d'avoir le prochain Congrès belge: Liège et Gand. La majorité s'est prononcée pour Liège; mais le Congrès a voté en même temps la résolution suivante relative à Gand:

« Considérant que la propagande est nécessaire dans les Flandres en général et dans la ville de Gand en particulier, le Congrès décide à l'unanimité qu'une manifestation aura lieu à Gand, dans le courant du mois de mai. »

Fédération jurassienne.

Le conseil d'Etat de Genève vient d'imaginer un procédé simple et radical pour rendre les grèves impossibles à l'avenir.

Il a fait annoncer aux ouvriers que dorénavant, tous ceux qui ne justifieraient pas qu'ils travaillent réellement dans le canton ou qu'ils ont d'autres moyens réguliers d'existence seraient renvoyés. Les ouvriers ont été en outre prévenus que cette mesure serait applicable tant à ceux qui sont munis de permis de séjour qu'à ceux qui n'en seraient pas munis.

En vertu de cet arrêté rendu par un gouvernement qui doit son élection aux ouvriers, voici ce qui se passera: Lorsque les ouvriers voudront se mettre en grève, la police s'empressera de se rendre au domicile de chaque gréviste, et le dialogue suivant s'engagera entre le policier et l'ouvrier:

— Quels sont tes moyens d'existence?

— Mon travail.

— Et pourquoi ne travailles-tu pas aujourd'hui?

— Parce que j'ai quitté mon patron, à cause de la grève.

— Ah! tu as quitté ton patron! Tu n'as donc plus de travail régulier dans le canton, plus de moyens d'existence! Nous allons t'apprendre à quitter ton patron. Gendarmes, empoignez-moi cet homme, et qu'on le conduise à la frontière.

Pendant ce temps, les chevaliers d'industrie continueront paisiblement leurs petites affaires sans se voir déranger par la police. N'ont-ils pas des moyens réguliers d'existence?

Les propriétaires des maisons de tolérance et leurs pensionnaires verront fleurir leur commerce sous la

protection de la loi. N'ont-ils pas des moyens réguliers d'existence?

Les petits crevés, les rentiers pansus, les parasites de toutes grosseurs et de tous étages, les propriétaires, les pasteurs et les curés pourront flâner à leur aise et contempler d'un œil satisfait le juste châtement infligé à l'oisiveté des ouvriers. N'ont-ils pas, ces messieurs, de légitimes moyens d'existence?

Et qu'on vienne dire encore que, dans nos républiques soi-disant démocratiques, les citoyens sont égaux! et cette fois nous ne parlons pas de l'égalité économique, mais seulement de cette *égalité devant la loi*, si pompeusement affichée dans toutes les constitutions depuis 1789. Qu'on vienne dire encore qu'en Suisse comme ailleurs, la population n'est pas partagée en deux classes bien distinctes, les bourgeois et les ouvriers!

L'existence de ces deux classes est un fait indéniable; l'exploitation de l'une des classes par l'autre est un fait non moins indéniable. Et la conséquence, c'est que la guerre entre les deux classes continuera jusqu'à ce que le prolétariat ait triomphé de la bourgeoisie, non pour l'asservir et l'exploiter à son tour, mais pour établir le règne de l'égalité et de la justice

Le parti radical a remporté plusieurs grandes victoires dans la journée du 19 avril. D'abord, la révision fédérale a été acceptée par la majorité du peuple suisse et par la majorité des cantons: c'était un résultat prévu par tout le monde. Il est inutile d'essayer de lutter, sur le terrain politique, contre l'irrésistible courant qui porte l'Etat bourgeois, c'est-à-dire l'Etat radical, à la centralisation. Ce ne sera que par la *révolution économique* qui détruira les Etats politiques, qu'il sera possible de faire triompher le principe d'autonomie et de fédéralisme, qui est celui de la civilisation de l'avenir.

Une autre victoire a été remportée dans le canton de Berne, où le parti radical a conservé, dans les élections au Grand Conseil, la majorité considérable dont il dispose depuis un grand nombre d'années. La lutte électorale n'a offert dans ce canton qu'un médiocre intérêt: les partis en présence étaient d'une part les ultramontains, d'autre part les libéraux de toute nuance: la question sociale n'a été mise en jeu d'aucune façon; il ne s'agissait que de donner un vote d'encouragement au gouvernement bernois dans sa lutte contre les curés ultramontains, lutte qui rappelle d'une manière assez fidèle le combat de Don Quichotte contre les moulins à vent.

Dans le canton de Neuchâtel enfin, il s'agissait aussi du renouvellement du Grand Conseil; et là, quelques personnalités intrigantes de la Chaux-de-Fonds ont essayé de fabriquer à cette occasion un socialisme électoral, réédition de celui de Coullery de piteuse mémoire, dans le but de gagner quelques voix d'ouvriers pour le parti conservateur. Cette manœuvre a fait un fiasco complet, et les entrepreneurs de la *Jeune République* en sont pour leur courte hôte.

Le plus grand nombre des ouvriers neuchâtelois, — parmi ceux qui votent, — votent avec le parti radical. Aussi longtemps qu'ils croient devoir participer aux scrutins politiques, nous trouvons fort naturel qu'ils se rattachent au parti qui professe les principes les plus

avancés; mais le moment n'est pas loin. nous l'espérons, où ces ouvriers ouvriront les yeux sur la valeur des réformes que le parti radical promet au peuple, et où ils comprendront qu'il n'y a rien à attendre de la politique bourgeoise, et que les ouvriers, pour s'émanciper, doivent absolument séparer leur cause de celle des partis politiques bourgeois. La campagne électorale qui vient de se terminer a mis au grand jour le degré de *moralité politique* du parti radical: ce parti a remporté une éclatante victoire, même à Neuchâtel, où il n'avait jamais eu encore la majorité; mais à quel prix? c'est en prenant pour cri de ralliement: *Vive l'Eglise nationale!* c'est en se faisant l'humble protégé de M. le pasteur Nagel et de ses amis, c'est en bannissant de ses listes les noms trop accentués des libres-penseurs pour les remplacer par ceux des anciens d'Eglise et des membres du Synode!

Voici, du reste, des aveux éminemment instructifs, empruntés aux organes du radicalisme neuchâtelois.

Le *National suisse* du 8 avril disait ce qui suit, en parlant de la loi ecclésiastique du 20 mai 1873 et des accusations lancées à ce sujet par les conservateurs contre le parti républicain ou radical:

« Les républicains, disait-on, voulaient détruire la religion, la morale, la famille. Dans le domaine politique, les radicaux furent taxés de *socialistes*, de *communistes*, de perturbateurs de la société: dans les questions religieuses, on les qualifia d'athées, de *rationalistes*, d'*ennemis du culte* et des bonnes mœurs. Le pays a fait justice de semblables accusations, et il prend maintenant pour ce qu'elles valent les clamours de ceux qui se croient les seuls gardiens de l'ordre moral et social. »

On le voit, l'organe radical repousse comme injurieuses les qualifications de *socialiste* et de *rationaliste*; il déclare bien haut que le pays a fait justice de semblables **accusations**; et il revendique pour le parti radical l'honneur de s'attribuer, avec autant de droit que le parti conservateur, le titre glorieux de *gardien de l'ordre moral et social!*

Très joli, n'est-ce pas?

Et dire que des centaines d'ouvriers de langue allemande, qui se disent socialistes, comme les Grutléens, par exemple, ont voté pour ces gens-là!

Mais ce qui suit est plus édifiant encore. On lit dans le numéro du 17 avril de l'*Avenir*, journal radical de Neuchâtel, cette phrase textuelle:

« La confiance politique se distingue absolument de l'estime privée. »

C'est en recommandant les candidats radicaux aux électeurs de la Béroche que l'*Avenir* émet cette sentence magistrale. Est-il possible de s'adresser à soi-même une plus sanglante injure? Si nous voulions commenter cet axiome cynique, nous nous attirerions immédiatement une vingtaine de procès en diffamation; aussi préférons-nous laisser à nos lecteurs le soin de méditer ces belles paroles et de se rappeler toujours que pour les partis bourgeois, *la confiance politique se distingue absolument de l'estime privée.*

La grève des menuisiers de Neuchâtel continue: six patrons ont accepté le nouveau tarif, mais les autres,

au nombre d'une vingtaine, refusent d'adhérer aux demandes des ouvriers. A ce sujet, nous devons rectifier ce que nous avons dit dans notre dernier numéro à propos de la durée de la journée de travail; il avait été question, dans une assemblée des ouvriers menuisiers, de demander la journée de 10 heures; mais au dernier moment, la Commission a cru devoir ne demander aux patrons qu'une réduction d'une heure, soit la journée de 11 heures au lieu de celle de 12.

Les ouvriers charpentiers sont également en réclamation auprès de leurs patrons.

L'autre soir, un menuisier gréviste recevait des reproches de sa mère pour s'être mis en grève:

— Aller quitter ainsi son patron, lui disait-elle, au moment où l'ouvrage presse! Ce n'est vraiment pas permis! Je comprends que les ouvriers demandent à être mieux payés, c'est naturel; mais, au moins, s'ils veulent se mettre en grève, ils devraient s'arranger pour que ça ne fasse pas de tort à leurs patrons, et choisir le moment où il n'y a pas d'ouvrage!!! (authentique).

Voilà comment la sagesse parle par la bouche des vieillards, et surtout par celle des vieilles femmes qui vont à l'Eglise.

La revue socialiste que nous avons annoncée il y a quelque temps et dont nos amis de Genève entreprennent la publication, vient de paraître sous le titre de *la Commune*, revue socialiste, paraissant le 20 de chaque mois (16 pages in-8°).

Voici le sommaire du premier numéro:

Notre But — Bulletin — L'Allemagne et le 16 mars. — Le 25 mai 1871.

L'article-programme porte les signatures des citoyens L. Chalain, N. Joukowsky, G. Lefrançais, Jules Montels, E. Teulière, A. Thomachot.

Nous saluons avec plaisir l'apparition de ce nouveau défenseur des principes de l'Internationale, qui rendra d'utiles services à la cause en traitant avec plus de développement et sous une forme plus scientifique les importantes questions de principe, dont le *Bulletin* ne peut donner qu'un résumé populaire.

On s'abonne chez le citoyen Lefrançais, Terrassière, 46, à Genève. Le prix d'abonnement est de 6 fr. par an; un numéro 50 centimes.

La Société de résistance des menuisiers de Genève, adhérente à l'Internationale, nous annonce qu'elle vient de demander aux patrons de remplacer d'une manière complète le travail aux pièces par le travail à la journée. La journée serait de 10 heures; l'heure serait payée à 50 cent. au minimum, et les heures supplémentaires payées à double.

Les menuisiers genevois font appel à la solidarité de leurs collègues des autres localités et de tous les travailleurs. Aucun ouvrier menuisier ne doit aller travailler à Genève en ce moment.

Au dernier moment, nous apprenons que la grève des menuisiers de Neuchâtel s'est terminée à l'avantage des ouvriers, qui ont obtenu la plupart de leurs demandes, entr'autres la diminution d'une heure sur la journée.

On nous annonce en même temps que les ouvriers sur métaux de Neuchâtel viennent de se constituer en société de résistance, et les noms des compagnons dévoués qui ont pris l'initiative de cette organisation, nous sont une garantie de sa bonne réussite.

Nous avons reçu, trop tard pour l'insérer dans ce numéro, une correspondance de Lausanne que nous publierons la semaine prochaine.